

Des idées neuves (1) ? Le revenu universel, saison 1, 2, 3, 4...

Jean-Marie Harribey

12 février 2021

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2021/02/12/des-idees-neuves-1-le-revenu-universel-saison-1-2-3-4>

Un an de pandémie Covid-19. Et à un an d'une campagne présidentielle. La première n'a tenu aucune de ses promesses de « nouveau monde ». La seconde est en passe de tenir toutes les siennes pour maintenir l'ancien monde. La droite patine à proposer mieux que ce qu'a fait le président Macron pour glisser inexorablement vers la satisfaction des riches et la stigmatisation des pauvres. Et la gauche nous offre un spectacle qui remplace merveilleusement l'arrêt subi par le monde de la culture à cause de la pandémie ! Il ne faut donc pas s'étonner que l'éclatement des forces politiques dites de gauche fasse écho à la dispersion intellectuelle constatée sur des sujets clés mis en exergue par la crise que nous traversons. On doit d'ailleurs dire que la réciproque est tout aussi réussie : la dispersion intellectuelle est la face inverse de l'impuissance politique à proposer un programme de transition démocratique autour du social et de l'écologie.

À plusieurs reprises dans ce blog, je suis venu apporter mon grain de sel et l'ai répandu sur des plaies toujours ouvertes, ce qui bien sûr ne peut qu'aviver celles-ci. J'en suis désolé, mais que faire pour attraper quelque bouée de sauvetage intellectuel dans un océan de propos désordonnés, voire contraires aux éléments les plus basiques du savoir constitué ? Je me lance pour récapituler les arguments échangés sur trois sujets qui reviennent de manière lancinante dans le débat public, particulièrement depuis que la pandémie du coronavirus sévit : le revenu universel et le travail ; la monnaie, la politique monétaire et la dette publique ; les biens communs et les services publics, dans lesquels la préservation du climat, celle de la biodiversité et celle de la protection sociale sont intimement liées. Comme j'ai déjà abordé plusieurs fois ces questions, je vais simplement en présenter un tableau synthétique. Je commence dans ce texte par les questions du revenu universel et de ce qui est en amont, le travail¹. Les autres points suivront dans deux textes ultérieurs.

Depuis presque un demi-siècle, le capitalisme mondialisé est entré dans une crise structurelle, miné par des contradictions sociales qui, pour la première fois dans l'histoire, s'entremêlent avec des contradictions écologiques majeures. La seule manière qu'il a trouvée pour tenter de sortir de ce double piège, marqué par une diminution très forte de la croissance de la productivité du travail qui pèse sur la rentabilité des investissements, est de massacrer la condition du travail et de pratiquer une fuite en avant financière. Bien sûr, ça ne marche qu'un

¹ Ce qui suit ne sera qu'un résumé. Pour le détail, voir par exemple Jean-Marie Harribey, « Un revenu d'inexistence sociale ? », *La Nouvelle Revue du Travail*, n° 11, 2017, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/travail/revenu-nrt.pdf>. Mateo Alaluf et Daniel Zamora (dir.), *Contre l'allocation universelle*, Montréal, Lux éditeur, 2016, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/repenser-travail.pdf>. Économistes atterrés et de la Fondation Copernic (coordonné par J.-M. Harribey et C. Marty), *Faut-il un revenu universel ?*, Paris, Éd. de l'Atelier, 2017. Michel Husson, « le monde merveilleux du revenu universel », *À l'encontre*, 22 décembre 2016, <http://alencontre.org/societe/le-monde-merveilleux-du-revenu-universel.html>. Stéphanie Treillet, « Revenu d'existence, une nouvelle piste pour les politiques néolibérales », *Les Possibles*, n° 11, Automne 2016, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-11-automne-2016/dossier-le-travail-en-question-s/article/revenu-d-existence-une-nouvelle-piste-pour-les-politiques-neoliberales>.

temps, et lorsque survient une pandémie, tout cela ne fait que provoquer un gigantesque chaos.

La montée du chômage, de la précarité, des restrictions des droits sociaux, et l'impuissance à engager des politiques véritables de lutte contre le réchauffement du climat ou contre la perte de biodiversité en sont les conséquences les plus graves. Les dégâts sociaux du capitalisme en France ne sont pas compensés par le RMI, puis le RSA, la prime d'activité et tous les autres minimas sociaux. Plus de 14 % de la population française est en dessous du seuil de pauvreté² et près de 6 millions de personnes étaient sans emploi au début de l'année 2020, en ajoutant les chômeurs de catégories A, B et C. La crise déclenchée par l'arrêt de l'économie à la suite de la pandémie du coronavirus grossit le chômage d'un million supplémentaire.

On comprend que, au vu de la dimension sociale de cette crise, le revenu universel réapparaisse dans le débat public. La presse qui a accompagné et soutenu la bérézina social-démocrate vers le libéralisme, s'accroche à l'idée de revenu universel. Le « journal de référence » *Le Monde* des 10 et 11 mars 2019 titrait « une idée neuve en Europe ». Et le bien-pensant *Libération* du 9 janvier 2021 appelait à « expérimenter » cette « idée positive », tout en affirmant qu'elle faisait « son retour dans les aspirations des Français ». Il faut s'arrêter sur ce dernier point car les réactions indignées ne manquent pas lorsque sont évoquées les failles de la proposition. Ainsi, la chronique de Liêm Hoang-Ngoc dans *Politis* n° 1632 du 17 décembre 2020, « Misère du revenu universel », dans un hebdomadaire dont la ligne éditoriale est très ouverte à la mesure, fut suivie de commentaires de lecteurs ulcérés qu'on ne puisse y être favorable (*Politis*, n° 1636, 1637, 1638, 1639).

Récapitulons les arguments, dont par exemple Benoît Hamon³ s'est fait le porte-parole le plus récent, même s'ils datent de plusieurs décennies. Pour l'essentiel, on peut les classer en trois catégories : la source d'un tel revenu ; sa faisabilité monétaire ; la place du travail.

La source d'un revenu universel

Le plus ancien des arguments en faveur du versement d'un revenu universel inconditionnel, défendu depuis longtemps par le philosophe belge Philippe Van Parijs et repris par Benoît Hamon dans les mêmes termes, est que : « La richesse est le fruit de notre activité présente, mais aussi l'héritage du génie de l'humanité »⁴. La richesse, oui, mais la valeur monétaire, non, c'est-à-dire le revenu global d'une économie. Parce qu'un revenu est toujours un flux produit dans l'instant et non un prélèvement sur un stock accumulé au cours du temps. Imagine-t-on un revenu monétaire produit par le théorème de Pythagore ? Ainsi, tout revenu monétaire étant issu du flux de valeur ajoutée nette, cela signifie que la somme de tous les revenus distribués en une année (salaires, profits et transferts sociaux monétaires), c'est-à-dire le revenu national net, exclut de son montant la valeur des équipements et consommations intermédiaires utilisés, que ces biens soient matériels ou immatériels comme les connaissances mises en œuvre dans le processus productif, si tant est que ces connaissances soient mesurables monétairement. Le revenu national net est donc engendré par le travail vivant et par lui seul.

² Le seuil de pauvreté fixé conventionnellement à 60 % du revenu médian (1 771 euros) est de 1 063 euros par mois pour une personne seule.

³ Benoît Hamon, *Ce qu'il faut de courage, Plaidoyer pour le revenu universel*, Paris, Éditions des Équateurs, 2020.

⁴ Philippe Van Parijs et Yannick Vanderborght, *Le revenu de base inconditionnel*, Paris, La Découverte, 2019. Benoît Hamon, « Le revenu universel est l'autre affaire du siècle », Propos recueillis par Charlotte Belaïch, *Libération*, 9 janvier 2021.

La faisabilité monétaire du revenu universel

Les propositions présentées à gauche⁵ varient du simple au double : d'environ 500 euros par mois (donc proche du RSA) à un peu plus de 1000 euros (proche du seuil de pauvreté), en passant par 750 à 850 euros (proposition de Hamon⁶), avec une variante distinguant les enfants et les adultes (par exemple, moitié moins pour les enfants).

Si le revenu est vraiment universel, son montant oscille entre 400 milliards d'euros et 800 milliards par an si l'on distingue ou non les enfants et les adultes. Se pose alors une question : ces montants viennent-ils en complément ou en déduction de la protection sociale qui en France est d'environ 750 milliards d'euros par an (retraites et santé essentiellement) ? Si c'était en complément, il faudrait, dans la proposition la plus généreuse, doubler environ les prélèvements fiscaux et sociaux, c'est-à-dire socialiser la quasi-totalité du revenu disponible des ménages. Les partisans du revenu universel évoquent-ils cette socialisation totale ? Non. Reste donc l'autre version : le revenu universel en substitution, partielle ou totale, de la protection sociale. Les partisans du revenu universel évoquent-ils cette substitution ? Evidemment, ils s'en gardent bien, car un revenu universel versé pour solde de tout compte, supprimant assurance maladie et retraites, serait une régression sociale d'une ampleur que les nostalgiques du XIX^e siècle, avant l'invention de la Sécu, n'oseraient même pas rêver.

Dans une version plus réduite (par exemple 500 euros par mois), la pauvreté reculerait-elle ? Bien sûr que non, et d'autant moins si ce montant supprimait l'aide publique au logement souvent couplée avec le RSA actuel.

À cela, les partisans du revenu universel répondent en imaginant de nouveaux prélèvements obligatoires. Ainsi, Hamon mentionne notamment la taxation des transactions financières internationales. Celle-ci est-elle une bonne à tout faire alors qu'elle a été imaginée non pour récolter une manne pérenne, mais au contraire pour en tarir la source en diminuant drastiquement les mouvements de capitaux et la spéculation qui leur est attachée ? Hamon propose aussi de « taxer les robots ». Mais que produisent les robots ? En tant que valeur ajoutée nette, rien, ils ne peuvent servir que d'assiette pour le calcul d'un nouvel impôt (leur propre valeur est incluse dans la consommation de capital fixe et donc exclue de la valeur ajoutée nette). Ce point est le plus surprenant et le plus difficile à comprendre parce qu'il fait appel à une théorie de la valeur à laquelle 99 % des économistes sont étrangers, et que 99 % des médias les mieux intentionnés et même les plus alternatifs ignorent. Si la production est robotisée – imaginons qu'elle le soit entièrement, à supposer que ne pèse aucune contrainte en termes de ressources naturelles... –, la productivité du travail serait quasi infinie et la valeur de la production serait nulle. Mais on est très loin d'en être là, et ce qui perturbe la compréhension, c'est que les secteurs industriels les plus robotisés sont aujourd'hui en position de force sur le marché et captent, de ce fait, la valeur produite ailleurs par le biais de prix dont ils ont la maîtrise. C'est le propre du capitalisme de plateformes favorisé par la révolution numérique⁷. Mais alors, pourquoi ne pas « capter » collectivement une part de cette « captation » ? Une réforme fiscale de très grande ampleur serait donc nécessaire, combinée à l'échelle internationale. Mais cela reste suspendue à l'évolution de la crise du capitalisme,

⁵ Je laisse ici de côté les propositions plus à droite, comme par exemple celle de l'association AIRE défendue par Marc de Bastiat et Gaspard Koenig, qui s'apparente à l'impôt négatif de Milton Friedman.

⁶ Dans *Libération*, 9 janvier 2021.

⁷ Voir un texte précédent sur ce blog : « Lectures : où va le capitalisme ? », 15 novembre 2020, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/11/15/lectures-ou-va-le-capitalisme>

dont le ralentissement de la productivité du travail se manifeste sur fond de numérisation et de robotisation. La contradiction sociale du système n'est donc pas résolue⁸.

L'avènement d'un capitalisme dit « cognitif » fondé sur l'intégration de la connaissance dans le processus productif cognitif, signifierait-il que ce n'est plus le travail qui produirait la valeur économique et que celle-ci jaillirait dans le hors-travail ? Non, mais on peut dire que le capitalisme élargit sans cesse le temps de l'activité productive, depuis le réveil jusqu'au coucher, du matin au soir⁹. La mise au télétravail d'une fraction importante des travailleurs pendant les confinements a montré que la productivité du travail pouvait augmenter non par la meilleure efficacité de celui-ci, mais par l'allongement de la journée de travail : donc, augmentation de la productivité par tête et non pas augmentation de la productivité horaire, ce qui nous maintient dans une fuite en avant productiviste.

La place du travail

On quitte ici la discussion économique pour entrer dans un domaine plus sociologique et philosophique. Beaucoup de partisans de gauche du revenu universel font état des transformations du travail au sein du capitalisme. Peu reprennent telle quelle l'idée que le travail serait fini qui a fait un temps la couverture des médias. Mais la plupart avancent que le travail ne serait plus un facteur d'intégration et de reconnaissances sociales et qu'il faudrait donc favoriser, grâce à un revenu universel, une émancipation par rapport au travail productif, une sortie de celui-ci, décidée de manière individuelle et autonome. Et l'argument se complète par le fait que les initiatives d'activités librement choisies sont productives de choses utiles et de lien social. Le revenu universel trouverait donc son ultime source dans ce type d'activités autonomes.

C'est la deuxième fois qu'on va rencontrer dans cette discussion la théorie de la valeur inconnue au bataillon des économistes et des réformateurs sociaux-libéraux. La valeur économique dont la contrepartie est constituée de tous les revenus monétaires provient du travail qui est *socialement validé*, soit par le marché pour les marchandises produites par le capitalisme, soit par décision politique pour produire des services monétaires non marchands (éducation, santé...)¹⁰. Une activité libre, choisie par les individus, qui ne reçoit pas de validation sociale, ne produit aucune valeur économique, quand bien même les valeurs d'usage engendrées par cette activité seraient immenses (notamment en termes de lien social). Une auto-validation est un oxymore. Il s'ensuit que, à l'échelle collective, aucun revenu ne peut être détaché du travail collectif validé à l'origine donc des salaires, des profits et des transferts sociaux.

Oui mais, à l'heure de la crise écologique, ne peut-on alléger la pression sur la nature en diminuant la course du productivisme et verser un revenu universel pour compenser la baisse des revenus versés dans l'activité économique ? Mais, par quel miracle on produirait moins, tout en pouvant distribuer davantage de revenus ? Une autre version de cette croyance est contenue dans l'affirmation : « Depuis vingt ou trente ans, presque toutes les stratégies de

⁸ Jean-Marie Harribey, *Le trou noir du capitalisme, Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie*, Le Bord de l'eau, 2020.

⁹ Voir le débat entre Carlo Vercellone et Jean-Marie Harribey, « Quelle place pour le travail ? », *L'Économie politique*, « Faut-il défendre le revenu de base ? », n° 67, juillet 2015, p. 62-75, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/travail/debat-revenu-de-base.pdf>.

¹⁰ Jean-Marie Harribey, *La richesse, la valeur et l'ineffable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013 ; « Dans les services monétaires non marchands, le travail est productif de valeur », *La Nouvelle revue du travail*, n° 15, 2019, <https://journals.openedition.org/nrt/6176> ; « Sur fond de crise socio-écologique du capitalisme, la théorie de la valeur revisitée », *Revue française de socio-économie*, « Valeur et capitalisme (2/2) », premier semestre 2020, p. 101-120, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/theorie-valeur-revisitee.pdf>.

redistribution de la gauche échouent. Parce que, dans la négociation, le camp du travail est trop faible et *qu'on raisonne une fois la richesse créée. Avec le revenu universel, on prédistribue dès la naissance. On arrache à la négociation une part du gâteau.* »¹¹ Autrement, dit, on distribuerait ce qui n'a pas été encore produit. Retour à la case de départ : il y aurait une source miraculeuse de valeur monétaire distribuable. Pourtant, comme le dit Serge Audier, « ce cadeau ne tombe pas du ciel »¹². À moins que la croyance soit de nature religieuse, affectant aussi bien les représentations économiques que philosophiques.

Oui mais, à l'heure de la crise sociale, un revenu universel ne permettrait-il pas d'améliorer le rapport de force du travailleur face à son employeur ? À condition de croire (encore) au fait que celui-ci se construit à l'échelle individuelle et non pas collective, ce que toute l'histoire sociale dément.

Oui mais, à l'heure la crise sociale conjuguée à la crise écologique, ne faut-il pas encourager la diminution du temps de travail, compensée par un revenu universel ? À condition de croire (...) que le progrès social a pris une seule fois dans l'histoire le visage de la RTT individuelle, ce que bien entendu le temps partiel infirme totalement.

Quels que soient les angles d'attaque, économique, sociologique ou philosophique, la profession de foi (au sens propre) de Hamon illustrée par « la force du revenu universel, c'est qu'il subsiste, quoi qu'il advienne, qu'il est toujours là quand une crise majeure survient » ou bien par « le revenu universel et inconditionnel est l'antidote social à la répétition des crises sanitaires »¹³, reste dans le ciel de l'idéologie, totalement abstraite des rapports sociaux et des rapports de force qui s'y nouent.

Penser une alternative au revenu universel

Il n'y a pas de fatalité à l'extension de la pauvreté. À l'encontre des failles du revenu universel, quelles que soient ses variantes, il est possible d'améliorer profondément la protection sociale pour qu'elle ouvre un droit à un revenu garanti et décent. Écartons la proposition d'Emmanuel Macron de mettre en place ce qu'il a appelé en 2018 un « revenu universel d'activité », censé se substituer au RSA et à la prime d'activité, mais dont l'élan a été stoppé par la crise pandémique. On savait que, de toute façon, ce nouveau revenu n'aurait pas été universel et aurait été conditionné par l'acceptation par le bénéficiaire de n'importe quel emploi.

Il existe plusieurs propositions dont la mise en œuvre serait urgente, au vu de l'aggravation des conditions de vie consécutive à la pandémie. Actuellement, l'ensemble des minimas sociaux versés annuellement s'élèvent à un peu moins de 30 milliards par an (1,2 % du PIB) pour 4,2 millions de prestataires. L'un des manques le plus souvent souligné est le fait que les jeunes de 18 à 25 ans n'ont pas accès au RSA, bien que la « garantie jeunes » aide quelque 100 000 en 2020 (200 000 prévus en 2021) d'entre eux de 16 à 25 ans. Diverses modalités pourraient être envisagées, ne présentant pas les mêmes avantages ou inconvénients.

Le RSA pourrait être accessible aux jeunes de 18 à 25 ans. Mais il devrait être complété par des bourses sous conditions de ressources des familles pour ceux qui font des études. Pour ceux qui sont en recherche d'emploi, un accompagnement d'insertion est indispensable, ce qui ne peut être efficace que si des emplois sont créés. Afin de distinguer les dispositifs concernant les jeunes en formation et ceux en recherche d'emploi, une allocation d'insertion spécifique pourrait être envisagée pour ceux qui recherchent un emploi. Dans tous

¹¹ Benoît Hamon, *Libération*, 9 janvier 2021, souligné par moi..

¹² Serge Audier, *La cité écologique, Pour un éco-républicanisme*, Paris, La Découverte, 2020, p. 442.

¹³ Deux citations tirés de Benoît Hamon « Notre société s'est lourdement trompée en préférant les biens aux liens », *Le Monde*, 17 avril 2020.

les cas, la revalorisation nette de ces minimas sociaux est cruciale. 500 à 600 euros par mois ne permettent pas d'atteindre un niveau de vie décent.

Aussi, la proposition de revenu garanti à toute personne de plus de 18 ans privée d'emploi, en formation ou non, pourrait être imaginée au niveau de l'équivalent du seuil de pauvreté. Ainsi, tous les « trous » de la protection sociale actuelle pourraient être colmatés. Ce revenu garanti remplacerait le RSA et la prime d'activité. On compte en France 9 millions de pauvres en France dont 3 millions d'enfants. Verser 1060 euros par mois par adulte et 530 euros par enfant coûterait 95,4 milliards par an, desquels on pourrait soustraire 20 milliards des minimas supprimés. En supposant que tous les pauvres ne sont pas dépourvus d'emploi et que le revenu garanti serait versé en complément jusqu'à hauteur du seuil de pauvreté, le coût net annuel se situerait entre 65 et 75 milliards, soit 10 fois moins que la version la plus généreuse du revenu universel¹⁴. Et bien moins que la fraude et l'évasion fiscales.

En conclusion, la critique du revenu universel ne signifie pas se résoudre à accepter la pauvreté, la précarité et le chômage. Un revenu garanti sous les conditions précédentes serait au contraire une alternative couplant la création d'emplois publics autour des travaux essentiels à la satisfaction des besoins sociaux, la réduction collective du temps de travail pour faciliter la création d'emplois dans le privé et le public, et une protection sociale renouvelée. Travail utile, temps de travail réduit et revenu décent donneraient du sens à une perspective sociale et écologique.

Le revenu universel, le revenu d'existence, l'allocation universelle ou le revenu de base, quelle que soit l'appellation, sont des propositions en apparence généreuses mais qui renvoient chacun à ses choix prétendument personnels. Elles s'inscrivent donc dans un projet de société assumé par les libéraux les plus perspicaces qui ont compris le parti que le capitalisme pourrait tirer d'un nouveau recul des régulations collectives, ainsi que par les sociaux-libéraux qui ont définitivement abandonné l'objectif d'un travail partagé entre tous, c'est-à-dire le plein emploi. Les libéraux ne veulent pas du plein emploi parce qu'il améliore trop le rapport des forces en faveur des travailleurs ; les sociaux-libéraux n'en veulent pas davantage parce qu'ils ne comprennent pas ce qu'est le travail, producteur de valeur et médiateur des rapports sociaux.

Post-sriptum

Une semaine après avoir écrit ce texte, je lis dans la presse (*Le Monde*, 16 février 2021) que le gouvernement et le parlement se ressaisissent du revenu, dont à cette heure on ne sait pas trop duquel il s'agit. Le gouvernement a sans doute abandonné, au moins provisoirement, son revenu universel d'activité visant à remplacer RSA, prime d'activité et APL. Mais une proposition de loi des socialistes Boris Vallaud et Hervé Saulignac va être discutée : il s'agit de créer un revenu de base de 564 euros par mois pour les jeunes de 18 ans, accompagné d'une dotation dite universelle de 5 000 euros. Ce revenu ne serait pas universel, n'a rien à voir avec la proposition de Hamon, mais viserait à combler la lacune du RSA actuel auquel les jeunes de 18 à 25 ans n'ont pas accès. Et il s'apparenterait à la proposition de revenu garanti, ciblée sur une catégorie précise de population ; il serait accordé automatiquement, sous condition de revenu d'activité, et avec un accompagnement

¹⁴ Dans l'ouvrage collectif des Économistes atterrés et de la Fondation Copernic (coordonné par J.-M. Harribey et C. Marty), *Faut-il un revenu universel ?*, *op. cit.*, nous avons estimé ce montant autour de 60 milliards. Pour aborder la question de la répartition entre travail rémunéré et travail non rémunéré analysée au sein de l'économie féministe, voir Anne Eydoux, « Les lignes de faille de l'économie féministe », *L'Économie politique*, n° 88, octobre 2020, p. 56-68.

d'insertion dans l'emploi, à l'instar de la garantie jeunes actuelle. Autrement dit, s'il y a quelque chose de positif dans le remue-ménage (-ménagement) autour du revenu prétendument universel, c'est que l'idée d'une garantie de revenu à toute personne privée d'emploi ou vivant en dessous du seuil de pauvreté progresse. Il ne reste plus (le gros morceau !) qu'à l'inscrire dans une transformation profonde du modèle productif, de l'organisation du travail et de la RTT.